



Le Lion et le Tigre : les relations du Commandant en chef avec le pouvoir politique

cahier de la pensée mili-Terre

Monsieur Matthieu MEISSONNIER

publié le 19/06/2020

Histoire & stratégie

Ferdinand Foch et Georges Clemenceau sont restés dans la mémoire collective comme les deux piliers inséparables de la victoire de 1918, réunis par des événements exceptionnels, leur farouche volonté de vaincre et leur patriotisme. M. Mathieu Messonnier nous détaille les relations de Foch avec le pouvoir politique; multiples et marquées par un style qui lui est propre : franc et direct. Mais la confiance qui devrait les accompagner n'est pas toujours au rendez-vous.

Ferdinand Foch et Georges Clemenceau sont restés dans la mémoire collective comme les deux piliers inséparables de la victoire de 1918, réunis par des événements exceptionnels, leur farouche volonté de vaincre et leur patriotisme. Ils étaient pourtant profondément dissemblables par leurs parcours et leurs convictions personnelles: l'un militaire, catholique, élevé dans le bonapartisme, l'autre politique, libre-penseur et républicain radical.

Étudier les relations du généralissime des armées alliées avec le «Père la Victoire», président du Conseil, c'est à la fois chercher à mieux comprendre les raisons du succès, mais aussi explorer les relations complexes du chef militaire avec le pouvoir politique, depuis que l'histoire et les institutions ont séparé ces deux fonctions.

Il s'agira ici, tout d'abord, de mettre en lumière les liens noués dans la sphère parlementaire par le Maréchal Foch, autour et au-delà de la personne de Clemenceau, puis d'esquisser les caractéristiques de cette relation, franche mais pas toujours confiante, et enfin d'observer son équilibre, entre complémentarité et subordination, pendant la guerre et au moment de faire la paix.

Le «réseau Foch» dans le monde politique

Le militaire et le politique ne sont pas deux corps irrémédiablement séparés, sans mélange possible. La réalité, aujourd'hui comme hier, est infiniment plus subtile, soumise à d'infinies variations. Dans la société d'avant 1914, officiers et hommes politiques se recrutent largement dans des milieux sociaux identiques, même si l'affaire Dreyfus et la séparation de l'Église et de l'État vont marquer une césure. La guerre mondiale va en outre entraîner un brassage amenant toute une nation sous l'uniforme. La relation de Foch avec Clemenceau et, plus largement, avec l'autorité politique, ne s'écrit pas sur une page blanche mais au milieu de nombreuses autres rencontres, véritable réseau social avant la lettre. Le Maréchal Foch va, en effet, s'appuyer, sur des connaissances dans le monde parlementaire, nées avant et pendant le conflit, dans l'esprit de ce qu'il a voulu en créant le CHEM[1], qui se plaçait à l'époque dans la foulée de l'École de guerre, où il poussait ses stagiaires à fréquenter Sciences-Po et les milieux industriels. S'il est difficile d'en avoir une vision exhaustive, on peut tenter ici un aperçu à travers trois ensembles: ses anciens élèves ou subordonnés entrés en politique, les députés et, enfin, les membres même de la famille de Georges Clemenceau ayant servi sous ses ordres, à travers, dans chaque cas, deux figures marquantes.

Parmi ses anciens élèves et subordonnés, deux personnalités se détachent, tous deux officiers entrés en politique et devenus ministres durant la Première Guerre mondiale. Le premier est le Général Adolphe Messimy. Il fut l'élève de Foch à l'École de guerre. Dreyfusard, il quitte l'armée. Il devient député radical du département de la Seine (Paris), puis ministre de la Guerre de 1911 à 1912 et en 1914. Il joue un rôle important, par exemple dans l'adoption d'un uniforme camouflé. Comme d'autres députés, il ira au front en tant qu'officier de réserve exercer un commandement, sans pour autant abandonner son mandat. Il est le seul député à terminer la guerre au grade de général de brigade. Il sera élu sénateur après-guerre.

Le second est Louis Loucheur. Polytechnicien, il sert sous les ordres de Foch en 1892 et reste en contact avec lui, tout en poursuivant une carrière dans l'industrie. Loucheur sera d'un précieux appui pour Foch une fois entré au gouvernement comme sous-secrétaire d'État à l'artillerie et aux munitions, en décembre 1916, puis comme ministre de l'Armement et conseiller économique de Clemenceau à la Conférence de la Paix. Élu député après la guerre, il joue un rôle politique de premier plan, exerçant de nombreuses fonctions gouvernementales dans les années 1920.

Deux députés ayant servi à l'état-major de Foch vont, quant à eux, avoir une influence sur sa carrière par des interventions décisives. Le premier est André Tardieu. Il semble que les deux hommes se soient liés d'amitié dès 1906, alors que Foch est en garnison à Orléans. C'est vraisemblablement Tardieu, avec le Général Millet, qui organise la première rencontre de Foch avec Clemenceau, président du Conseil, pour qu'il puisse être nommé directeur de l'École de guerre. Il existe plusieurs versions de cette entrevue. Au-delà de la légende qui l'entoure, il semble que la décision de Clemenceau ait été mûrement réfléchie, notamment à la suite de la lecture des écrits de Foch et après avoir écarté un dossier monté contre lui par son propre chef de cabinet militaire, candidat au poste! Durant la guerre, Tardieu servira sous les ordres de Foch, puis retournera à l'Assemblée et poursuivra ses activités journalistiques. Il aura un rôle significatif dans la disgrâce de

Joffre puis dans le retour de Foch. Au printemps 1916, il publiera anonymement dans la grande presse deux articles – non censurés – très hostiles à Joffre. Il n'est pas sûr que Foch ait suscité ces tribunes très inspirées de ses propres critiques, non publiques, mais il est certain qu'il a écrit à Tardieu pour le féliciter. Il sera, enfin, plénipotentiaire à la Conférence de la Paix, où, restant proche de Clemenceau, il se séparera de Foch.

Le second député à jouer un rôle décisif en faveur de Foch durant la guerre est Charles Meunier-Surcouf, qui fut son officier d'ordonnance. Au printemps 1916, il organise une rencontre avec Clemenceau pour permettre à Foch de partager, avec celui qui n'est encore que président de la commission de l'Armée du Sénat, ses idées sur la conduite de la guerre. Plus encore, il fait circuler une note au Parlement appelant à donner enfin un chef à l'armée française. Sur cette base, il est l'artisan d'une réunion entre Foch et le Général Roques, ministre de la Guerre. Plus encore, après que Foch aura été écarté, c'est Charles Meunier-Surcouf qui conduit Painlevé, devenu ministre de la Guerre, à le rencontrer à Senlis, faisant taire les rumeurs sur sa santé. Cette rencontre est essentielle, car c'est à partir de ce rendez-vous que Foch va se voir confier de nouvelles responsabilités, notamment en Italie et au-delà.

Enfin, dans ce faisceau de relations, deux familiers de Clemenceau, son frère Albert et son fils Michel, ont également été des relais de l'ombre. Tous deux ont servi sous les ordres de Foch dans son état-major. Albert Clemenceau, dans la première partie du conflit, a été l'artisan de rendez-vous entre le Général Foch et son frère, à l'instar de Tardieu et Meunier-Surcouf. Michel Clemenceau est, pour sa part, brièvement affecté auprès de Foch début 1918 alors même que son père est président du Conseil, et garde un œil très attentif sur les faits et gestes du maréchal...

Franchise et confiance?

Les relations de Foch avec le pouvoir politique sont donc multiples et importantes. Elles sont aussi marquées par un style qui lui est propre: franc et direct. Mais la confiance qui devrait les accompagner n'est pas toujours au rendez-vous.

Avec Clemenceau, comme avec les autres chefs d'État et de gouvernement, Foch fait preuve d'une grande franchise et s'exprime directement. Avant sa première rencontre avec Clemenceau, le Général Millet lui avait conseillé: «Ne faites pas le petit Saint-Jean; avec lui il faut de l'escrime...». Foch semble ne s'en être jamais départi. Il en est rapporté de multiples exemples, sans doute pour certains enjolivés après coup, mais ils valent largement les échanges de Churchill avec de Gaulle! Entre Foch et Clemenceau, l'escrime ne sera pas toujours à fleuret moucheté. Au printemps 1918, peu avant la conférence de Doullens, alors que les fronts français et britannique sont enfoncés, il lance à Clemenceau: «Ce n'est pas en déjeunant qu'on dirige des batailles!»; ou encore peu après: «Pensez-vous que vous pouvez m'apprendre à faire la guerre?».

La relation qu'il entretient avec les responsables alliés n'est guère plus empruntée dès lors qu'elle prend place dans des situations critiques où la volonté et le moral sont essentiels pour tenir «coûte que coûte», se faire tuer sur place et ne plus lâcher un pouce de terrain avant de repartir à l'assaut. C'est le cas avec le roi des Belges dans le nord de la France à la fin de l'année 1914; c'est aussi le cas avec Orlando et le roi d'Italie en 1917. Il ne faudrait toutefois pas caricaturer Foch en général livrant ses quatre vérités à tort et à travers. Tel n'est évidemment pas le cas. Il a le sentiment de son devoir, de sa responsabilité vis-à-vis de l'histoire, de l'urgence des situations. Il reste aussi professeur et, à certains égards, diplomate, conscient qu'il faut plutôt convaincre qu'imposer, même si cela s'est parfois traduit par une forme de «pilonnage», comme la journée en train passée avec Orlando, fin 1917, pour le convaincre de résister sur la Piave. Clemenceau lui reprochera d'ailleurs de ne pas assez commander aux alliés, mais Foch ne voyait pas les choses de cette manière: «Nous causions, nous discussions et, sans en avoir l'air, je les amenais petit à petit à mon idée. Je leur apportais une solution. Mais je ne leur imposais pas. Ils étaient contents. Je m'efforçais de les convaincre. Parfois ce fut un peu long. Mais on y arrivait toujours».

Cette franchise aurait pu aller de pair avec une réelle confiance entre le Commandant en chef et le pouvoir politique. Tel fut régulièrement le cas. Avec les responsables étrangers, on peut citer le cas du roi d'Italie qui, lors du remplacement de Cadorna par Diaz, confiera à Foch qu'il ne pouvait nommer le duc d'Aoste, car vaincu il aurait compromis la dynastie, vainqueur il aurait pris le trône... De même a-t-il existé une confiance, ou du moins une véritable estime, entre lui et Clemenceau. Quoiqu'anticléric, ce dernier, arrivant à l'improviste au QG de Foch alors que celui-ci était à la messe, demanda qu'on ne le dérangeât point: «Cela lui a trop bien réussi. J'attendrai». Sous un aspect plus politique, le 4 juin 1918, alors que la situation militaire est très difficile et que Foch lui a offert sa démission et demandé s'il passerait en conseil de guerre, Clemenceau prend sa défense de manière très vigoureuse à l'Assemblée nationale, mettant lui-même sa démission dans la balance!

Mais entre les deux hommes, la méfiance subsiste. Pour Foch, Clemenceau reste un «politique» avec tout ce que cela peut avoir de péjoratif. L'inverse est vrai de Clemenceau qui, comme d'autres, avant et après lui, le fait surveiller pour divers motifs: cléricisme, césarisme... En réalité, ce n'est là que le symptôme d'un phénomène plus large. En France, comme à l'étranger, les hommes politiques ont regretté d'avoir, au début du conflit, laissé «la bride sur le cou» aux généraux. Ils considèrent, pour une large part, que cette «trop grande» autonomie dans la conduite des opérations est la cause des pertes humaines et de la mauvaise situation militaire des années 1916 et 1917. C'est l'un des motifs des limogeages de Joffre et de Nivelle et de l'ascension de Foch. Painlevé pousse Foch pour contrer Nivelle, puis pour limiter le pouvoir de Pétain et son emprise sur l'armée afin qu'il ne prenne pas l'ascendant qu'avait Joffre. Clemenceau fera de même. Poincaré joue Foch contre Clemenceau. Lloyd George pousse lui-même Foch pour contrer l'influence de Haig ou de Wilson. Clemenceau y voit une opportunité. Foch, apprécié des Britanniques puis des Américains, apparaît capable de les maintenir dans l'alliance et de contrebalancer la perte de poids numérique des armées françaises. Foch, artisan de la victoire, est donc l'instrument d'autres objectifs politiques qui apparaîtront au grand jour au moment de faire la paix.

Clemenceau voudrait également, à travers Foch, mener directement la guerre. Il passe un tiers de son temps au front. Il se rend au QG de Foch presque tous les jours, officiellement pour le décharger des aspects non militaires de la conduite des opérations. Il lui arrive de donner des ordres par-dessus le commandant en chef, surtout si les affaires ne vont pas à son goût. Très intrusif, il cherche en réalité à contrôler Foch. Il garde également un œil sur les relations avec les alliés, s'invitant même le cas échéant à un échange bilatéral. Foch devra donc défendre son champ de compétence face à ces ingérences réitérées, s'en plaignant au président de la République, Poincaré. Clemenceau comme Foch ont la conviction que s'ils ne parviennent à repousser l'offensive allemande, à tenir, puis à faire refluer l'ennemi, ils seront tous deux remplacés par d'autres qui feront la paix au détriment de la France. Parce que la Patrie est en danger, leur collaboration est nécessaire. Mais elle prend parfois l'allure d'une lutte de pouvoir. Elle se dénouera avec la paix.

Cedant arma togæ, concedat laurea linguæ

La guerre a brouillé les champs de responsabilité respectifs du politique et du militaire et, par là-même, le lien de subordination. Quand tout devient militaire, que reste-t-il au politique ? Où doit s'arrêter l'autorité du commandant en chef ? Peut-elle être cantonnée aux opérations, quand les opérations dictent tous les aspects de la vie nationale ? La question est d'autant plus sensible que Foch va progressivement développer une vision extensive de ses compétences. Les hommes politiques au pouvoir, Clemenceau au premier chef, vont chercher à cantonner son influence.

Dans l'esprit du commandant en chef comme du président du Conseil, il y a une complémentarité entre leurs fonctions: à Foch les opérations militaires, à Clemenceau l'arrière, l'effort de guerre et la politique. La subordination du militaire au politique perdure, le dernier mot revient au Gouvernement. Mais avant le dernier mot, les discussions sont possibles, voire avec une lutte d'influences.

Durant le conflit, il est arrivé plusieurs fois que les rapports se tendent suffisamment pour que Painlevé comme Clemenceau rappellent sèchement à Foch, en privé et parfois devant les alliés, qu'il est attendu de lui qu'il obéisse ou qu'il se taise. C'est le cas quand Foch essaye d'échapper au rôle que Painlevé veut lui faire jouer dans l'enquête contre Nivelles après l'échec du Chemin des Dames. Il en est ainsi également, en comité de guerre, quand Clemenceau peut déclarer devant Foch et Pétain: «Je suis seul responsable ici», ou quand, devant les Britanniques, il empêche Foch de défendre son idée de constituer une réserve générale et d'exprimer un point de vue divergent du sien, lui imposant le silence.

Si Clemenceau doit consentir à ce que Foch soit à la manœuvre pour la signature de l'armistice, car l'arrêt temporaire des combats reste du domaine militaire, la paix relève du Gouvernement. Pour lui, sans conteste, le travail des militaires est terminé, place maintenant à la politique et à la diplomatie. Il est, en cela, soutenu par Lloyd George et

Wilson. Le Maréchal Foch considère comme une évidence sa participation à la Conférence de la Paix. Il n'en est rien. Il ne sera pas membre de la délégation française. Clemenceau le tient à l'écart, arguant qu'il ne peut faire partie des plénipotentiaires français puisque ses fonctions le font dépendre des alliés. Foch voudrait obtenir des garanties durables, tout particulièrement le contrôle de la rive gauche du Rhin; Clemenceau estime la proposition irréaliste et cause de rupture avec les alliés qu'il tient à conserver aux côtés de la France. S'ensuit entre les deux hommes un conflit ouvert. Le maréchal va se lancer dans une véritable campagne contre le président du Conseil.

Dans ce combat politique, faute sans doute d'avoir vraiment voulu acquérir les codes de la III^{ème} République, Foch part avec un handicap. Il démarche le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale. Il cherche à obtenir l'intervention de Poincaré, invoquant les lois constitutionnelles qui lui donnent le pouvoir de négocier les traités ou de convoquer le Conseil des ministres, mais ignorant que depuis 1877, ces prérogatives sont du seul ressort du président du Conseil, Clemenceau! Il demande et obtient, contre tous les usages, de s'exprimer devant le Conseil des ministres. Pour Clemenceau, il ne peut s'agir que d'une déclaration sans débat ou délibération, Foch n'en étant pas membre. Dans le cas contraire, il menace de démissionner. Après son allocution, Foch doit sortir à la demande de Clemenceau, qui peut ensuite reprendre la main. Malgré ses demandes répétées, Clemenceau refuse de lui communiquer les clauses du traité qui, selon lui, ne relève que du Gouvernement. Il n'en prend connaissance que grâce à son homologue britannique. Foch a également recours à la presse étrangère, la presse française restant soumise à la censure. Il s'attire les foudres des alliés en plus de celles de Clemenceau. Il doit se dédire, renvoyant la faute des propos contestés à son état-major et aux journalistes. Il obtient enfin de s'exprimer devant les chefs d'État alliés à la Conférence de la Paix, y développant une position contraire à celle de son gouvernement. Il n'est pas écouté. C'est un échec.

Si Foch ne peut être démis en raison de sa popularité et de son aura militaire, qui en impose aux alliés comme aux Allemands, le rendant encore indispensable, les deux hommes deviennent irréconciliables. La rivalité s'exacerbe. Foch refuse d'être présent lors de la signature du traité à Versailles pour ne pas servir de caution au président du Conseil. La politique intérieure aggrave la situation. Clemenceau pense que Foch pourrait être son rival à l'élection présidentielle qui se profile. Beaucoup y travaillent et souhaitent que le maréchal devienne député ou sénateur pour pouvoir se présenter. Foch s'y refuse, mais il fera battre Clemenceau, incitant les parlementaires qui lui demandent son avis à ne pas voter pour lui. Clemenceau, quant à lui, refusera d'assister aux obsèques du maréchal.

Quels enseignements?

Peut-on dégager des enseignements de cette expérience historique pour les officiers d'aujourd'hui ? Trois peut-être:

- **les relations tissées par Foch dans le monde parlementaire lui ont été indispensables pour faire prévaloir ses idées sur la conduite de la guerre. Ces**

- relations étaient nées pour partie avant le conflit. Il les avait lui-même théorisées en créant le CHEM et en prônant l'ouverture sur la société de la future élite militaire ;
- au-delà du style personnel, sa franchise manifestait surtout sa volonté d'exercer la plénitude de ses attributions militaires comme conseil du Gouvernement puis commandant en chef. Maniée avec à propos, elle reste un attendu essentiel, le chef politique ne pouvant exercer ses prérogatives qu'en toute connaissance de cause ;
 - comme plus tard Juin, mais à la différence d'un de Gaulle, Foch se trouvera finalement confiné dans le rôle de Cassandre, faute d'avoir maîtrisé les règles de la III^{ème} République ou consenti à devenir homme politique. Car, soulignait Cicéron, si les armes cèdent à la toge - cedant arma togae -, ce n'est pas seulement par principe politique, c'est aussi parce que, concedat laurea linguae, peut-être plus que les armes, les idées forgent le monde que les hommes voudraient façonner.

Bibliographie :

Foch, Jean-Christophe Notin, 2008, Perrin.

Ferdinand Foch, Vouloir c'est pouvoir, Rémy Porte, 2009, 14-18 Editions.

Foch chef de guerre, Elizabeth Greenhalgh, 2013, Taillandier.

Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre 1914-1918, tomes 1 et 2, Ferdinand Foch, 2007, Editions de l'Officine.

[1] Centre des hautes études militaires

Titre : Monsieur Matthieu MEISSONNIER

Auteur(s) : Monsieur Matthieu MEISSONNIER

Date de parution 15/03/2018